

GPRP (Groupement Permanent de la Radio Professionnelle)

REPONSE APPEL A COMMENTAIRES ARCEP NOVEMBRE 2012

Q1 :

L'état des lieux présenté nous semble un reflet exact de la situation actuelle, sauf en ce qui concerne la technologie dPMR qui est présentée comme étant une version évoluée de la technologie DMR alors que ces technologies sont distinctes (FDMA et TDMA).

De plus, la présentation ne met pas en évidence le caractère sécuritaire des solutions mises en œuvre par la PMR, tant pour les réseaux 'régaliens' que pour les organisations utilisant la radio avec de fortes contraintes sécuritaires.

Q2 :

L'état des lieux présenté nous semble globalement correct, néanmoins il est fait référence aux dispositions (04)06 de l'ECC sans faire référence à d'autres décisions applicables dans cette bande (exemple (04)011 et (08)05).

Nous regrettons que le diagramme montrant le nombre de réseaux ne mentionne pas la taille de ceux-ci.

Par ailleurs, il nous semble que la réglementation concernant les GFU n'est pas assez incitative alors que son intérêt a été largement démontré.

Q3 :

Il ressort que les problèmes actuels se concentrent sur la région Parisienne et les zones frontalières : pour ces dernières, il serait souhaitable d'améliorer le processus de coordination. Par ailleurs, l'incitation à l'utilisation de la sous bande 450 MHz en lieu et place de la sous bande 410 induit une limitation de l'offre des terminaux TETRA.

Voir également notre réponse à la question 12.

Q4 a : La seule évolution semble se résumer à la numérisation des équipements à canalisation identique.

Par ailleurs, il serait souhaitable de disposer de sous bande à canalisation étroite proche de chaque bande allouée ou susceptible d'être allouée à la PMR afin de répondre aux besoins de DMO.

Q4 b : Le besoin actuellement insatisfait des utilisateurs PMR concerne principalement la vidéo et éventuellement la transmission de gros fichiers. Les besoins 'large bande' seraient d'environ 2 fois

10MHz pour les réseaux public safety et un ordre de grandeur équivalent pour la PMR hors public safety. La vitesse de transition dépendra principalement de la disponibilité du spectre et des conditions économiques.

Q5a :

Les technologies numériques récemment proposées permettent de répondre aux besoins actuels et à certains besoins futurs. Elles resteront pertinentes à long terme à la fois pour les systèmes en mode direct et les réseaux mobiles architecturés. Elles permettent en outre de favoriser les migrations douces des réseaux.

Q5b :

En aucun cas, le déploiement de réseaux large bande ne doit se faire au détriment de réseaux à bande étroite. Les besoins ne nécessitant pas de haut débit devraient continuer à être supportés par des systèmes à bande étroite.

La technologie TETRA-TEDS permet de répondre à certains besoins haut débit mais pas aux besoins très hauts débits.

Indubitablement, la technologie LTE semble la filière naturelle pour répondre aux besoins très haut débit. Cette technologie est particulièrement intéressante pour la PMR si elle est mise en œuvre dans des bandes inférieures à 1GHz. Néanmoins, dans certains cas particuliers – indoor notamment – l'utilisation de bandes supérieures peut s'avérer intéressante et permettrait de soulager l'encombrement des bandes inférieures à 1 GHz.

Il faudra attendre des évolutions de l'offre LTE pour prendre en compte les besoins spécifiques de la PMR. Des travaux sont en cours dans les organismes de normalisation pour la prise en compte de ces évolutions.

Q6 :

Les systèmes satellites ne présentent pas d'intérêt direct pour la PMR ; néanmoins, ils peuvent être utilisés comme lien de réseau de transport en interconnexion de sous réseaux.

Q7 :

L'évolution vers le haut et le très haut débit implique une mutualisation accrue des réseaux pour des raisons d'efficacité spectrale. L'efficacité de cette mutualisation est optimisée dans le cadre de GFU.

Q8 :

La mutualisation de plusieurs réseaux est bénéfique et se doit d'être encouragée dans le cadre d'associations d'utilisateurs ayant une communauté d'intérêt (notion de GFU) sans que cette mutualisation ne soit forcément gérée par un opérateur extérieur.

Q9 :

Il n'y a pas d'avantages significatifs pour les utilisateurs PMR en l'utilisation d'un réseau public offrant des services mobiles ; néanmoins il y aurait des avantages pour ces utilisateurs à mutualiser les seuls équipements (hors services).

Par le passé, les réseaux publics ont montré une grande fragilité, incompatible avec les exigences des utilisateurs de réseaux PMR.

Q10 :

Pas d'avis

Q11 :

Comme déjà indiqué dans notre réponse à la question 5b, il nous semble que l'éventuel déploiement de réseaux large bande dans la bande des 400 MHz ne doit pas se faire au détriment des réseaux à bande étroite.

La bande 410/430 MHz étant partagée entre plusieurs affectataires, il nous paraît important de clarifier ces affectations entre l'ARCEP, le Ministère de la Défense et le Ministère de l'Intérieur ; ainsi la partie 414,5/420 semble actuellement gelée faute de devenir clair.

Q12 :

Les ressources hertziennes dans des bandes inférieures à 1GHz étant limitées, il serait souhaitable de reporter dans les bandes supérieures tous les besoins spécifiques qui s'arrangent des conditions de propagations particulières liées à ces bandes supérieures – en particulier, les transmissions en indoor et les transmissions en très haute densité de trafic.

Q13 :

Nous sommes favorables à l'utilisation de bandes ouvertes sur la base d'une autorisation générale sous réserve du respect absolu des spécifications techniques (respect des puissances, des taux d'utilisation,...), et du contrôle renforcé des équipements concernés.

Q14 :

Nous sommes favorables à l'extension de ce système à des canaux qui seraient allotés à un professionnel de la radio PMR (constructeur, installateur,...) ou aux utilisateurs comme actuellement, au niveau régional et/ou national avec des canalisations de 12,5 ou de 25KHz. Il serait également

souhaitable d'étendre ce système avec des canalisations large bande (LTE) pour faire face aux futurs besoins de vidéo itinérante.

Q15 :

L'allotissement paraît la voie adaptée à la mutualisation nécessaire aux besoins bande étroite et large bande. Néanmoins les allotissements se doivent d'être strictement encadrés :

- Aucun bénéficiaire d'un allotissement ne doit disposer de l'intégralité de la bande allotissable
- Les bénéficiaires devraient justifier régulièrement de la bonne utilisation du spectre alloti
- L'administration devrait s'assurer de la bonne efficacité spectrale des réseaux allotis
- Les services offerts par les bénéficiaires des allotissements se doivent de disposer d'accès normalisés, tant côté interface air que côté interface fixe.